

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 73 (1985)

Heft: [6-7]

Artikel: Entretien avec Edmond Kaiser : "les causes dont personne ne veut..."

Autor: Kaiser, Edmond / Moreau, Thérèse

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-277628>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ENTRETIEN AVEC EDMOND KAISER

« LES CAUSES DONT PERSONNE NE VEUT... »

Edmond Kaiser, fondateur de Terre des Hommes et de Sentinelles, ne pouvait pas ne pas avoir sa place dans le cadre de ce dossier consacré en grande partie aux voies de la solidarité internationale en faveur des femmes.

C'est chez lui, au 10, chemin du Languedoc, à Lausanne, que je l'ai rencontré. Le hasard a voulu qu'il reçoive ce jour-là l'envoyée officielle du gouvernement guinéen contre les mutilations sexuelles. Mme Fatamata Tounkara est sage-femme et elle a été chargée par le Ministre de la condition féminine guinéenne d'un programme de lutte pour l'éradication de l'excision.

FS : Quelles sont les mutilations pratiquées en Guinée ?

FT : On pratiquait systématiquement la *sunna*, c'est-à-dire l'ablation du capuchon du clitoris mais aussi l'excision du clitoris et des petites lèvres, exceptionnellement l'infibulation par cicatrisation d'une mutilation très étendue. Seules restent encore les deux premières mais depuis 1969, nous luttons systématiquement contre et elles disparaissent petit à petit.

FS : Vous êtes vous-même excisée, vous avez eu des filles. Les avez-vous excisées ?

FT : L'excision n'est pas l'affaire personnelle de la mère mais des grands-mères et du groupe féminin ; aussi ai-je dû me soumettre à la coutume. Mais je n'ai maintenu que le symbole et fait un simulacre ; c'est ainsi que nous faisons à la clinique quand les parents tiennent à l'excision de leurs filles.

FS : Comment des mères qui ont elles-mêmes tant souffert peuvent-elles accepter de torturer leurs filles ?

FT : Justement les mères sont toujours nos alliées ; elles refusent l'exciseuse et nous disent : « Je vais vous envoyer ma fille, mais faites ce que vous avez l'habitude de faire... Faites un tout petit peu ou ne faites rien du tout. Mais faites semblant pour que nos parents ne viennent pas nous prendre nos filles pour aller les mutiler au village. » Nous avons maintenant une sage-femme dans presque tous les villages, elle y pratique le simulacre. Par ailleurs, nous parcourons le pays pour expliquer aux parents, au père et à la mère la nécessité de conserver intacts les organes sexuels féminins. Nous leur disons, ce qui n'est pas prouvé, que l'excision rend les femmes frigi-

des et que c'est donc le mariage qu'ils mettent en péril.

FS : Vous parlez de simulacre, de conservation du symbole. N'est-ce pas médicaliser un acte inadmissible ?

FT : En théorie peut-être mais nous sommes confrontées à des milliers de fillettes qui mourront entre les mains des exciseuses traditionnelles. J'ai décidé de lutter contre les mutilations sexuelles quand on m'a appelée, il y a une vingtaine d'années, parce qu'une petite fille qu'on avait traditionnellement excisée se vidait de son sang ; dans la voiture vers l'hôpital je me suis juré que cela n'arriverait plus. Nous éduquons le public, le corps médical, et actuellement environ 20 % des filles ne sont plus mutilées. En attendant que ce chiffre passe à 100 % nous minimisons et la blessure et les risques médicaux.

FS : Comment les hommes réagissent-ils au moment du mariage quand ils apprennent que leur future épouse n'a pas été excisée ?

FT : Cela ne pose aucun problème. L'alphabetisation des jeunes est un formidable outil, ils comprennent l'inutilité et le danger de cette coutume.

FS : Pensez-vous que les féministes européennes puissent vous aider et comment ?

FT : La suppression de toutes les mutilations sexuelles est un problème purement africain mais vous pouvez nous aider. Je crois, par exemple que les émigré-e-s africains en Europe doivent se soumettre aux lois et que l'excision en Europe doit être combattue et dénoncée. Il faut dénoncer ces pratiques en Afrique, expliquer ce que sont ces mutilations mais aussi mentionner les progrès. Souvent, c'est par l'Europe que nous savons ce qui se fait chez nos voisins. Je reprocherai aux journaux de n'en parler que par à-coup. Nous avons besoin d'une information continue, des petits articles, des entrefilets. Il nous faudrait un soutien moral mais aussi financier. Nous organisons un colloque entre pays africains mais il nous manque 10 000 \$. Si les Européennes voulaient chacune envoyer un peu d'argent à Sentinelles avec la mention « Guinée » ce serait magnifique. Je crois qu'ainsi nous verrions disparaître les mutilations sexuelles car chaque pays profitera de l'expérience acquise par les autres.

Voulant en savoir plus sur Sentinelles, j'ai ensuite interrogé Edmond Kaiser sur son organisation.

FS : Quelles sont les causes dont s'occupe Sentinelles ?

EK : Nous prenons celles dont personne ne veut, auxquelles personne ne songe : enfants en prison, enfants soldats, enfants prostitué-e-s, bébés, enfants, femmes torturées, mutilées... femmes dont les organisations internationales ne se préoccupent pas sous le prétexte qu'elles sont tuées non par des agents gouvernementaux mais par des proches, des chefs religieux, des fanatiques de l'honneur familial. Nous prenons tous les laissés pour compte de la société.

FS : Vous mentionnez les femmes tuées pour « l'honneur ». Mais n'est-ce pas un fait rarissime ?

EK : Loin de là, et la volonté de pays de plus en plus nombreux à vouloir appliquer la Charia, c'est-à-dire la loi islamique (lapidation de la femme adultère, flagellation de l'« inciteuse à la luxure », mutilations pour délit de vol, etc.) fait que de plus en plus de femmes trouvent la mort. Voici un passage d'une lettre que j'ai reçue le 15 avril : « Si nous avons

L'ONU ET LES MUTILATIONS SEXUELLES

Dans les années cinquante, la Commission de la condition de la femme a déjà été alertée notamment par Mme Lefauchaux, déléguée de la France, sur les « pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants » (désignation officielle actuelle).

Il a fallu longtemps pour vaincre les résistances gouvernementales — essentiellement masculines — et même celles de certaines femmes. Mais malgré la charge politique qui affecte la question, les Nations Unies n'ont pas renoncé à s'en occuper dans la mesure du possible. On l'a vu en 1981 quand le groupe de travail sur l'esclavage de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires a examiné les renseignements reçus d'une organisation non gouvernementale, le « Minority Rights Group », qui estime à quelque 74 millions les femmes victimes de « pratiques traditionnelles ».

Tout récemment, un groupe de travail, créé sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, est entré en action. Il a décidé d'étudier en priorité et en profondeur la circoncision féminine, l'infibulation, l'excision et les « pratiques traditionnelles entourant la naissance et le traitement préférentiel pour l'enfant mâle ». Ce groupe est présidé par Mme Embarak-Warazi, du Maroc, et compte des représentants de l'UNESCO, de l'UNICEF et de l'OMS, ainsi que des représentants d'organisations féminines très actives dans ce domaine. — (pbs)

mentionné cette fille sans tête, c'est que son corps a été repêché quelques jours avant... Les commentaires que nous avons recueillis à cette occasion chez les employés du centre, amis, etc., ne laissent pas de doute quant au fait qu'il est normal de tuer une fille qui s'est « mal conduite ». On lui coupe la tête pour qu'elle ne soit pas reconnaissable. » Sentinelles s'emploie à sauver ces femmes en les cachant, en les aidant à fuir le pays et à refaire leur vie. Mais notre tâche est compliquée par la cruelle imbécillité du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés¹ dès qu'il s'agit de femmes persécutées ainsi.

FS : Vous venez d'employer des termes durs pour l'ONU que vous accusez d'incompétence et de gaspillage. D'autre part, je lis sur l'un de vos téléx adressé à un président africain « En espérant voir bientôt votre charogne flotter au vent, je vous assure de la sincérité de mes sentiments ». Cette violence verbale en surprend plus d'un-e, en choque beaucoup. Ne pensez-vous pas que l'attitude d'Amnesty International qui prône une très grande correction serait plus constructive ?

EK : Je crois au devoir d'insolence. Nous sommes une petite organisation, des personnes sans grande importance sociale. Il nous fallait donc un moyen pour nous faire entendre. Notre violence verbale sort des cadres sociaux établis, nos interlocuteurs n'ont plus de références quand ils nous entendent. Je crois à la politique du harcèlement verbal, du fait accompli. Si je veux voir un haut dignitaire et qu'il ne réponde pas à ma demande, j'envoie trois téléx et je me pointe. J'utilise le téléx car il a l'avantage d'être lu par d'autres personnes que le destinataire. Il y a un poème où un petit moineau malmené par un grand de ce monde se défend en lui disant : « Je pisser sur la tombe de ton père », nous sommes ce moineau. Nos paroles choquent mais ne font pas mal et ceux auxquels nous les adressons sont des assassins soit par action soit par omission.

FS : Vous vous occupez de tant de causes importantes : la prostitution vivrière, Bophal, les réseaux de prostitution, le peuple palestinien dans ce qu'il a de plus déshérité. Tant de sujets que nous n'aurons pas le temps d'évoquer ici. Avez-vous assez de volontaires, de moyens, d'argent ?

¹ D'après une personne proche du HCR que nous avons interrogée, le HCR ne peut que faire pression sur les gouvernements concernés pour qu'ils appliquent avec libéralisme les conventions sur les réfugiés qu'ils ont signées. Si ces gouvernements veulent ignorer les problèmes des femmes persécutées, il faudra plus que l'action du HCR pour leur faire changer d'attitude. (réd.)

EK : C'est un problème qui m'angoisse. Je suis vieux, nous sommes peu nombreux. Je travaille en collaboration avec des femmes admirables mais il nous faudrait de l'argent, d'autres volontaires, des traductrices pour l'anglais et l'espagnol, des femmes parlant arabe vivant ou prêtes à vivre dans ces pays d'« honneur familial ». Si Sentinelles venait à s'effondrer, des centaines de vies et de survies tomberaient aux ténèbres, des millions d'autres vies à massacrer, à mutiler ou à proscrire, retourneraient au secret monstrueux d'où nous les avons tirées.

Propos recueillis par
Thérèse Moreau

*Edmond Kaiser envoie sa documentation à qui la demande (Chemin du Languedoc 10, 1007 Lausanne, CP Lausanne 10-4497) ; le journal **Sentinelles** paraît tous les deux mois (20 francs par an). J'encourage vivement tous et toutes à s'informer sur ce mouvement car si Edmond Kaiser n'est qu'une personne avec ses qualités et défauts, la sincérité de sa lutte, son engagement total dans des causes désespérées font que, sans lui des millions d'êtres humains resteraient abandonnés dans les poubelles de l'Histoire.*

FEMMES ENTRE ELLES

Plusieurs organisations de femmes en Suisse pratiquent l'ouverture et la solidarité avec les femmes d'ailleurs, chacune à sa manière, selon son style et ses préoccupations. Deux exemples :

LES ETUDES DE BERNADETTE

En 1980, les membres de l'Association genevoise des femmes universitaires décident de ne plus éparpiller leurs dons de solidarité avec le tiers monde et d'entreprendre un projet bien dans la ligne de leur association : aider une femme à faire des études supérieures. Bernadette est choisie, car elle désire, une fois ses études terminées, enseigner dans son pays, la Sierra Leone. Il ne s'agit donc pas de participer à la fuite des cerveaux. Bernadette a 17 frères et sœurs et les membres de l'AGFU suivent par correspondance avec émotion les étapes de la vie de Bernadette : difficultés pratiques, manque de nourriture, grèves, problèmes pour se procurer les manuels nécessaires. De leur côté, les membres de l'AGFU ont bien du mal à acheminer à temps l'argent des frais universitaires à cause de la bureaucratie et du manque d'esprit de coopération de

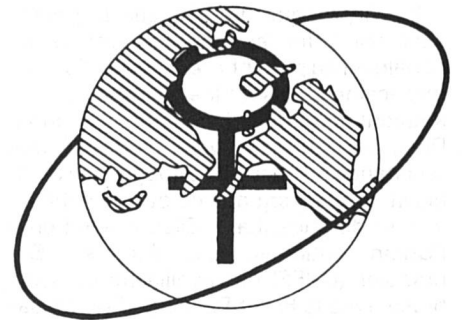


Bernadette Senesie Musa.

certains intermédiaires. Mais tout s'est bien terminé, Bernadette enseigne le français et l'histoire dans son pays et les membres de l'AGFU ont vécu leur solidarité. — (ogl)

UN SENS COMMUN AU FEMINISME

Une réflexion féministe appliquée aux problèmes du tiers monde débouchant sur une action concrète, voilà les trois points qui dessinent le profil de l'Association « Solidarité avec les femmes en lutte. »* Créée à Genève en 1981, elle donne la parole aux femmes qui luttent dans les mouvements de libération nationale, au Chili, en Afghanistan, au Salvador, au Nicaragua, en Erythrée... Elle encourage la réflexion sur la place des femmes dans ces mouvements et sur leur sort une fois la lutte terminée.



Elle donne aussi une aide financière à des projets de femmes. En ce moment, elle travaille sur la formation de sages-femmes au Nicaragua et sur un dispensaire à Sao Paulo (Brésil).

Au cours d'une récente rencontre, l'Association a fait le point sur les grands thèmes du féminisme et sur leur portée pour les femmes du tiers monde. « Nous aimerions développer un féminisme qui ait un sens aussi pour elles ». — (ogl)

* 34, avenue Peschier, 1206 Genève.